

Les enfants d'immigrés s'intègrent, mais restent victimes du chômage et de la discrimination

Une enquête inédite de l'INED et de l'Insee compare le parcours des immigrés et de leurs descendants à celui des Français sans ascendance étrangère

Du premier pied posé en France par un immigré à l'installation dans la vie adulte de ses enfants s'écrit une histoire d'intégration. Pour comprendre ce processus, qui transforme en Français un nouveau venu et sa descendance, mais aussi pour en repérer les blocages, une équipe de 22 chercheurs de l'Institut national d'études démographiques (INED) et de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) ont scruté les vies de 8 300 immigrés issus de sept vagues d'entrées successives. Ils les ont comparées à celles de 8 200 de leurs descendants et à des Français sans ascendance étrangère.

Les quelque 600 pages d'analyses, intitulées « Trajectoires et origines » (TeO), rendues publiques vendredi 8 janvier, se lisent comme le roman scientifique de la construction de la France contemporaine. Il raconte une société qui, en dépit de ses doutes, sait intégrer. Face aux hésitations sur notre capacité à recevoir les réfugiés de Syrie ou d'ailleurs, la science apporte donc sa pierre. Elle réfute le repli communautaire de la deuxième génération, qui n'apparaît pas dans les résultats de cette vaste enquête réalisée en 2008-2009. Celle-ci confirme toutefois un phénomène de ghettoïsation des fils d'immigrés venus du Maghreb, d'Afrique subsaharienne ou de Turquie. Il y a perçu d'ailleurs plutôt l'idée que le mariage mixte est fort », comme le rappelle le sociodémographe Patrick Simon, un des trois coordinateurs des travaux.

Ces travaux, qui auront duré pas loin de dix ans, présentent une intégration « asymétrique ». Certes, les enfants d'immigrés obtiennent des diplômes, trouvent des conjoints et des amis sans ascendance migratoire, ont souvent mis entre parenthèses la langue de leurs parents... Pourtant, ils restent plus longtemps victimes du chômage

que la population majoritaire et se sentent discriminés. « L'intégration socio-économique est difficile pour eux, alors que leur intégration sociale est en marche », résume Cris Beauchemin, le deuxième coordonnateur du projet.

Mariages mixtes

Si l'on considère la deuxième génération, les 18-35 ans qui ont suivi toute leur scolarité en France, on constate que les filles sont tout autant bachelières que les jeunes femmes de la population générale, et parfois même plus nombreuses selon leur pays d'origine. « Alors que 65 % des filles de la population majoritaire obtiennent un bac, près de 80 % des filles de Chinois, 70 % des jeunes filles ayant des parents cambodgiens, laotiens ou vietnamiens décrochent un bac ; comme 69 % des filles de parents originaires de Guinée », se réjouit M. Beauchemin. Toutefois, la part des bachelières est bien plus faible parmi celles dont les parents sont venus de Turquie (38 %) ou d'Algérie (51 %).

De manière générale, les résultats sont nettement moins bons pour les garçons. Si 59 % des garçons de la population majoritaire sont bacheliers, seuls 48 % des enfants d'immigrés réussissent ce diplôme - 26 % seulement pour les parents originaires de Turquie, 40 % pour l'Afrique sahélo-saharienne ou 41 % pour l'Algérie.

Globalement, 55 % des descendants d'immigrés (ou immigrés

arrivés avant 6 ans) qui sont aujourd'hui bacheliers. Ce qui place les deuxième génération, filles et garçons confondus, à 7 points des adolescents du groupe majoritaire, pour l'obtention de ce diplôme tellement symbolique. D'autres preuves du parcours d'intégration peuvent se lire ailleurs, comme dans les mariages mixtes qui concernent 67 % des fils de migrants et 62 % des filles, ou encore dans la descendance des deuxième génération, équivalente à celle des femmes de la population majoritaire à 40 ans.

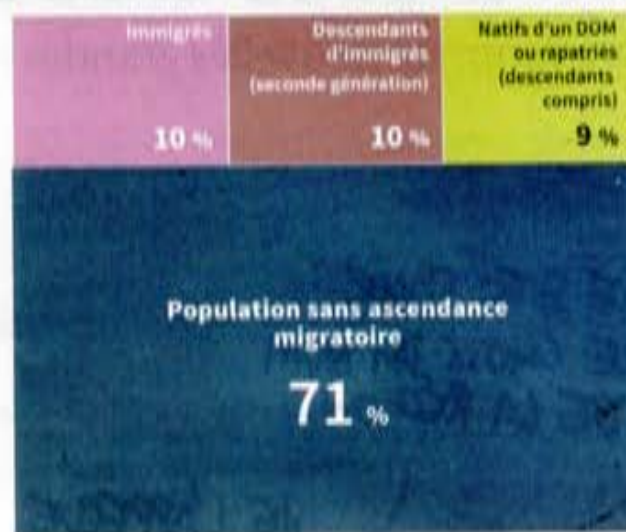
Mais des indicateurs plus inquiétants viennent pondérer ces résultats. En effet, l'intégration économique des deuxième génération ne suit pas leur insertion sociale. L'« asymétrie » se situe là. D'abord, un diplôme n'a pas le même rendement pour un enfant de migrant et pour un Français de lignée. Même si leur niveau scolaire n'a rien à voir, M^{me} Hamel, la troisième coordinatrice, observe que « la répartition des emplois des descendants d'immigrés s'approche de manière estompée de celle des emplois occupés par les immigrés de même origine » ; preuve du déclassement manifeste des personnes de seconde génération.

« Ayant plus de mal à s'insérer dans le monde du travail, ils acceptent plus souvent des postes déqualifiés et ensuite y progressent moins vite que leurs collègues qui ne sont pas issus de l'immigration », regrette la sociologue. « Les enfants d'immigrés sont partout confrontés à des discriminations. Ce qui est vrai dans la recherche d'un emploi l'est aussi pour le logement ou l'accès aux loisirs », insiste-t-elle. « En fait, eux font le travail d'intégration. Mais quand la dynamique doit venir de la société française, là, les blocages apparaissent », regrette Patrick Simon.

La seconde génération souffre plus que la première des discriminations et cette expérience est

Près d'un tiers de la population est issue d'une migration

POPULATION RÉSIDANT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE SELON LE LIEN DE MIGRATION

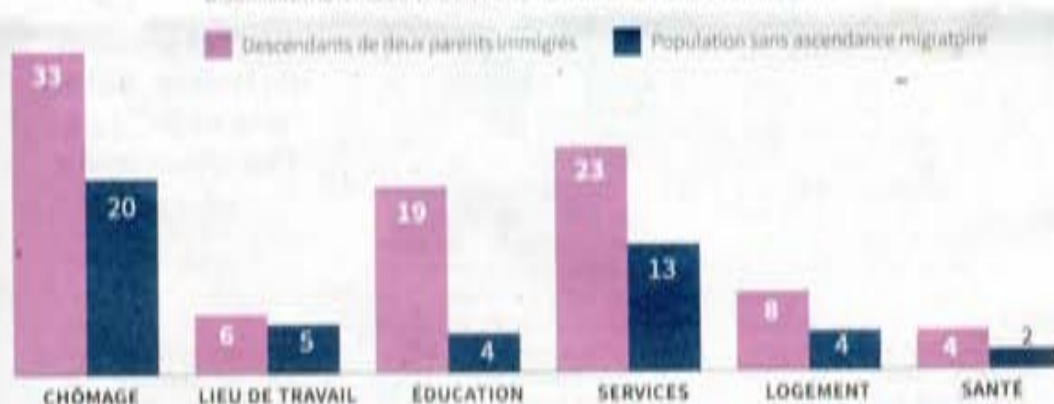


ORIGINE DE LA POPULATION IMMIGRÉE (18-60 ANS)
effectifs pondérés, en millions



Un sentiment de discrimination qui persiste

DISCRIMINATION RESENTIE EN FONCTION DE LA SPHÈRE SOCIALE, EN %



MÉTHODOLOGIE

Trajectoires et Origines (TeO) est la première enquête d'envergure (22 000 personnes interrogées) autorisée en France à recueillir le pays de naissance et la nationalité des personnes venues au fil des sept grandes vagues migratoires de la seconde moitié du XX^e siècle.

Lancé en 2004 par l'INED (Institut national d'études démographiques) et coréalisé avec l'Insee, ce travail, terminé en 2015, s'appuie sur des enquêtes menées en 2008-2009 pour interroger l'intégration de 8 300 migrants, de 8 200 de leurs descendants, et la mettre en relation avec les modes de vie de Français sans ascendance étrangère.

Pour réaliser ce travail, l'Insee a dû recopier des milliers d'actes de naissance, après autorisation des juges d'instance, afin de constituer le panel. Une méthode assez innovante dans un pays opposé aux statistiques ethniques pour que SOS racisme crie à la discrimination et lance une pétition qui fera long feu.

d'autant plus systématique qu'ils font partie des minorités visibles. Maghrébins, Turcs et Subsahariens en sont le plus souvent victimes. Et rien ne les protège : ni le mariage mixte ni l'ascension professionnelle. Au contraire. « Alors que le couple mixte est souvent conçu comme un indicateur d'intégration, les migrants et leurs enfants qui ont fait le choix de vivre en couple avec une personne de la population majoritaire subissent dans leur quotidien davantage de racisme », précisent les chercheurs, qui ajoutent que « les cadres immigrés sont significativement plus confrontés au racisme que toutes les autres catégories socio-professionnelles ».

Insertion sociale

Le phénomène est assez prégnant pour qu'entre 5 % et 9 % des descendants d'Africains et de Maghrébins déclarent avoir subi dans les cinq dernières années du racisme et des discriminations sur leur lieu de travail. Chez les enfants d'immigrés européens, ils sont 1 % comme chez les descendants de l'Asie du Sud-Est. Ce qui explique peut-être que l'émergence de cadres soit un processus lent au sein de certaines communautés. Dans la population générale, 1 actif sur 5 a ce statut ; chez les enfants de migrants européens installés en France, 1 sur 3 peut s'en prévaloir, contre seulement 8 % des Maghrébins.

Si pour l'ensemble des sept vagues migratoires considérées en

bloc, l'intégration économique n'est pas à la hauteur d'une intégration sociale, qui, elle, fonctionne, « Trajectoires et origines » pointe un groupe, très masculin, qui, lui, n'a même pas réussi son insertion sociale. Les fils de Maghrébins, les jeunes ayant des parents venus d'Afrique subsaharienne ou de Turquie cumulent les indicateurs d'exclusion à cause de leur échec scolaire massif. Plus d'un tiers d'entre eux n'ont aucun diplôme, pas même le diplôme national du brevet. A leur niveau d'éducation trop faible pour entrer sur un marché du travail s'ajoute leur relégation dans des quartiers fuis par les autres.

Quand plus d'un habitant de ZUS sur deux est migrant ou fils de migrant, ils se retrouvent vite ghettoïsés et victimes de ce que le premier ministre, Manuel Valls, qualifie en janvier 2015 d'« apartheid territorial, social, ethnique ». « Nous souhaitons attirer l'attention sur ce groupe », insiste M. Beauchemin, pour qui leur présence aux marges de la société, désormais scientifiquement établie, est « un fait social majeur ». Pour eux et pour les autres, Christelle Hamel, Patrick Simon et Cris Beauchemin plaident à l'unisson pour la mise en place de politiques de lutte contre le racisme et les discriminations, afin de ne pas « stopper ce processus d'intégration, en marche, par ces assignations aux origines de leurs parents ».

MARLYNE BAUMARD

« L'intégration socio-économique est difficile, mais l'intégration sociale est en marche »

CRIS BEACHEMIN
un coordonnateur de l'étude

Le Monde
SMARTCITIES
Les prix de l'innovation

Passionné par le monde des Smart Cities ?

Découvrez l'espace dédié aux Smart Cities sur lemonde.fr/smart-cities

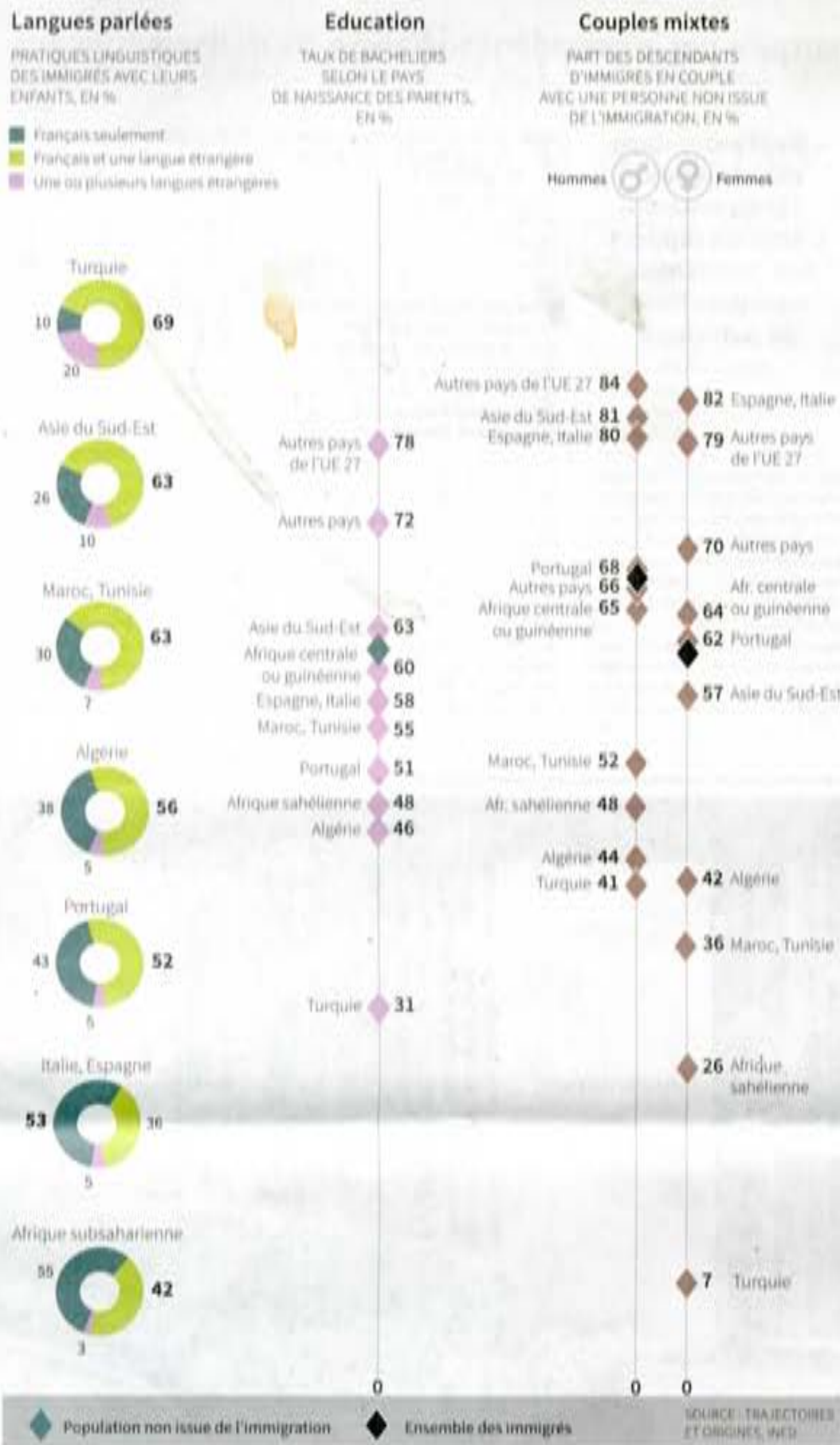
Des contenus réalisés par la rédaction du Monde et des experts tout au long des prix de l'innovation Smart Cities.

Partenaire principal : **TELIER**
DIP PRIMA GROUP

Partenaires : **Bouygues Immobilier**

Linky
crd

MICHELIN
www.michelin.fr/energy



« On est marocains, de nationalité française »

Rencontre avec des immigrés marocains et leurs enfants, qui incarnent l'ascension sociale de la « deuxième génération »

REPORTAGE

VOIRON (ISÈRE) - envoyée spéciale

Elle appelle ça leur « zone de confort ». Quand Nadia Bouanani résume la vie qu'elle mène avec son époux Elias, il n'y a pas d'ombre au tableau : « On s'éclate dans nos boulots, on a nos enfants, on vit dans une belle région... » Il acquiesce, paraissant l'image d'un couple de jeunes quadragénaires, incarnation modèle de l'ascension sociale de la « deuxième génération ».

Descendants de Marocains naturalisés français, eux-mêmes franco-marocains, Nadia et Elias sont propriétaires d'un pavillon à Voiron, une commune tranquille située à 25 km de Grenoble. Elle est chargée d'affaires dans une multinationale du secteur de l'énergie, tandis qu'il est responsable juridique d'une association qui vient en aide aux migrants. Ils fêtent Noël, regardent des séries américaines sur Netflix et feuilletent *L'Obs* le week-end. Leurs deux enfants vont à l'école privée du coin.

Il s'agit correspondent peu à ce que Nadia qualifie de « vision dévoyée des immigrés », saturée des concepts de « zone » et de « délinquance ». Son parcours, cette mère de famille attribue un peu à la chance et, surtout, à son acharnement : « J'ai travaillé, travaillé, travaillé. » Sa mère, Mina, complète : « On a toujours poussé nos enfants pour qu'ils réussissent. »

« Notre pays, c'est la France »

Mina ne paraît pas ses 67 ans. De passage chez sa fille et son gendre, cette retraitée s'apprête à retourner là où elle s'est « enracinée » il y a plus de quarante ans, à Drancy (Seine-Saint-Denis). Le premier contact avec la banlieue parisienne, en 1969, ne promettait pourtant pas un tel attachement. Quand Mina a débarqué de Casablanca, c'était pour rejoindre sa sœur malade. Elle ne connaissait « personne ». « Il n'y avait pas tous ces magasins comme aujourd'hui. Je ne pouvais pas sortir et on n'avait pas les moyens. »

« On a toujours poussé nos enfants pour qu'ils réussissent »

MINA, 67 ANS
Immigrée marocaine installée à Drancy (Seine-Saint-Denis)

Les parents d'Elias, Fatima et Ahmed, ne gardent pas un souvenir beaucoup plus heureux de leur arrivée, à la même époque, dans la petite commune savoyarde de Moûtiers, où les flocons tombent ce jeudi 7 janvier. « C'était très dur, raconte Fatima Bouanani, 75 ans. Je n'avais jamais vu la neige. » Modestement mais résolument, les parents d'Elias comme ceux de Nadia ont fait leur vie en France. « Je n'embête personne et personne ne m'embête », résume Mina. Fatima emploiera la même expression. Dans leur appartement d'une ancienne cité ouvrière, elle et Ahmed se sont « habitués ». Elle, aujourd'hui affairée dans sa cuisine. Lui, plongé dans ses lectures, qui vont du Coran à Guy Bédos. « On est bien ici. On est marocains, de nationalité française », résume Fatima. « Notre bêtise, c'est d'avoir fait construire une maison là-bas et pas ici », ajoute Ahmed. « Notre pays, c'est la France », disent avec encore plus d'évidence Nadia et Elias, qui n'ont qu'une maîtrise imparfaite de l'arabe dialectal.

Seul le père de Nadia est rentré au pays, où il a refait sa vie après avoir exercé comme taxi. Mina a eu un parcours plus morcelé, alternant, après plusieurs années dans un restaurant d'entreprise, les heures de ménage et les gardes d'enfants pas toujours déclarés, des périodes de chômage, un contrat aidé puis le RSA jusqu'à la retraite, en 2014. « Hamidoullah, on est là, en bonne santé », conclut-elle. Fatima aussi a travaillé comme agent de nettoyage, tandis qu'Ahmed, 83 ans, a été magasinier puis mécanicien dans un garage Peugeot.

La fierté de cette « première génération », c'est la réussite de ses enfants. Elias et ses quatre frères ont tous fait des études supérieures. Lui a obtenu un DEA en droit européen. « Même des Français ne font pas comme les enfants Bouanani », se félicite Fatima, qui n'est jamais allée à l'école.

Sur les conseils d'une dame chez qui elle faisait des ménages, Mina a souhaité que Nadia et sa sœur aillent dans une école privée de filles. Et quand Fatima inscrivait ses enfants à la MJC de Moûtiers, Mina envoyait ses filles et son fils dans un programme d'échange du Secours catholique : « J'ai passé toutes mes vacances scolaires dans une famille de Flandre, de mes 7 ans à 24 ans », raconte Nadia.

Elle a quitté Drancy lorsqu'elle s'est mariée, à 29 ans. Nadia et Elias s'étaient rencontrés à Val Thorens. « Je ne voulais pas nécessairement être avec un Marocain, mais j'avais besoin d'être comprise par quelqu'un qui avait la même foi que moi. » Une foi considérée comme éminemment « intime » et « privée ». A la différence de sa mère, Nadia ne fait pas ses cinq prières quotidiennes et ne porte pas le voile : « Je ne me sens pas prête », dit-elle. Son mari : « Tu réduirais à néant ta réussite pour un foulard qui n'est pas admis dans la société. »

Une société dont ils partagent « le sens de l'intérêt général », mais qu'ils ont senti se crispier : « Après les attentats de novembre, un collègue m'a dit : "Les musulmans doivent s'insurger." Je lui ai dit que c'était limite insultant de dire ça. Evidemment que je ne me recon nais pas là-dedans. Et puis j'ai compris qu'on était dans l'émotion. » Une émotion qui resurgit dans le débat sur la déchéance de nationalité : « Les enjeux de la France, ils ne sont pas là, regrette Nadia. C'est la transition énergétique, le logement, les emplois qu'on va donner à nos enfants... » Elias voudrait que leurs enfants soient « polyglottes » et « ouverts ». Nadia : « Il faut qu'ils aient le monde comme horizon. »

JULIA PASQUAL

« La société française se verrouille »

Entretien avec le sociodémographe Patrick Simon, l'un des trois coordonnateurs de l'enquête

ENTRETIEN

Sociodémographe et directeur de recherches à l'INED, Patrick Simon a coordonné l'enquête « Trajectoires et origines ».

Etes-vous pessimiste sur la capacité de la France à intégrer ?

Au regard des trajectoires des immigrés et de leur famille, je suis optimiste. Nos travaux montrent que les descendants des migrants n'ont pas de distance avec la communauté nationale. Mais je suis inquiet sur l'évolution de la société française et de ses institutions qui, elles, se verrouillent. C'est cette fermeture, ressentie par la population issue de l'immigration comme une insupportable exclusion, qui aujourd'hui bloque le processus d'intégration. La population française a pris conscience qu'elle vit dans une société multiculturelle. En revanche, cette situation génère pour une partie de l'opinion publique des peurs et des fantasmes qui alimentent préjugés et stéréotypes négatifs. Le rôle de certains auteurs médiatiques dans la diffusion de ces peurs et préjugés est patent.

Que pensez-vous du discours politique sur la question ?

Le discours sur l'intégration a toujours été décalé. Dans les années 1970, on a répété que les immigrés allaient repartir, alors que les familles étaient déjà durablement installées et qu'il fallait accompagner les enfants à réussir à l'école et réduire la ségrégation résidentielle. Il y a eu un court moment de réalisme politique au début des années 1980, qui a culminé avec les marches pour l'égalité, mais l'irruption du Front national a enclenché une réaction négative contre la société multiculturelle. La création, en 1989, du Haut Conseil à l'intégration a relancé le sujet, en ne parvenant cependant pas à réformer les institutions pour les ouvrir à la diversité et en n'abordant que tardivement la question des discriminations. Celle-ci ne s'est installée que pour quelques années à l'agenda politique, puis on est revenu à une politique assimilationniste centrée sur l'imposition des normes et des valeurs en oubliant que l'intégration est un échange et une adaptation réciproque permanente.

Qu'aurait-il fallu faire ?

Dès les années 1970, les pouvoirs publics auraient dû accompagner la transition de la société française vers son caractère multiculturel,

rendre les transformations intelligibles et reconstruire une cohésion autour de la diversité. C'est la seule réponse tenable contre la peur. Au lieu de cela, on a beaucoup joué sur le déni.

N'y a-t-il pas un risque de concéder aux Africains et aux Maghrébins une place de second rang dans la société, comme les Etats-Unis avec les Noirs ?

L'histoire des Afro-Américains est difficilement comparable à celle des immigrations post-coloniales françaises, même s'il y a quelques similitudes dans les formes de discrimination et si l'on peut rapprocher l'histoire de l'esclavage aux Etats-Unis de celle de l'outre-mer français. Il est certain que l'intégration des immigrés européens aux Etats-Unis s'est accomplie en partie grâce au maintien des Afro-Américains dans les positions les plus basses de la société.

Pour la France, on ne peut pas dire aujourd'hui si l'intégration des Algériens nécessitera simplement plus de temps que celle des immigrés européens de l'entre-deux-guerres, ou si le verrouillage de la société les empêchera d'entrer dans la « communauté des citoyens » au risque de les installer comme une minorité. Ce qui est

sûr, et les études le montrent, c'est que le traitement qui leur a été réservé n'a jamais été égalitaire. Avant même le durcissement de la guerre d'Algérie, ils font l'objet de discrimination. Ainsi, dans l'industrie automobile, à qualification supérieure, leur salaire était inférieur à celui des Italiens.

L'histoire nous dit-elle au bout de combien de générations les descendants des populations migrantes se fondent dans la population ?

Nous n'avons pas de modèles. Les dynamiques suivies par les migrations européennes de la fin du XIX^e siècle et de l'entre-deux-guerres ont été brutalement modifiées par la guerre de 1939-1945. La refondation de la République en 1945 a remis les compteurs à zéro, les nouvelles migrations coloniales et postcoloniales ont changé la donne et le récit national a fait table rase de l'immigration d'avant-guerre. Paradoxalement, le fameux modèle français d'intégration n'a jamais vraiment été testé sur une période longue en temps de paix. Cela rend caducs les discours de ceux qui aiment à répéter qu'on savait intégrer avant et qu'on ne sait plus le faire maintenant. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR M. B.

Le savoir-faire *À la Française*
Un savoir-faire reconnu au service du confort et de l'esthétique, un choix de cuirs unique, parmi les plus beaux du monde. Labels NF Prestige et Entreprise du Patrimoine Vivant.

CANAPES DUVIVIER
Au-delà du temps et des modes

SOLDES
-20% -25% -30%...

CANAPES, LITERIE, MOBILIER : 3 000 M² D'ENVIES !

www.topper.fr

PARIS 15^e - 73/7 - M^o BOUICHAUT - P. GRATUIT
Canapés : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
Literie : 66 rue de la Convention, 01 45 59 02 10
Armoires lits : 60 rue de la Convention, 01 45 71 59 49
Mobilier Design : 145 rue Saint-Charles, 01 45 75 06 61
Dressing Celo : 143 rue Saint-Charles, 01 45 79 95 15
Meubles Gautier : 147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81

Espace Topper 90 ans